

Zeitschrift: Beiträge zur Finanzgeschichte = Contributions à l'histoire de la finance
= Contributions to financial history

Herausgeber: Verein für Finanzgeschichte Schweiz und Fürstentum Liechtenstein

Band: 4 (2002)

Artikel: Recherche historique et sciences sociales : réflexions d'un économiste
iconoclaste

Autor: Lambelet, Jean-Christian

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1078970>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Jean-Christian Lambelet

Recherche historique et sciences sociales

Réflexions d'un économiste iconoclaste

Texte révisé et augmenté d'une conférence donnée le 14 juin 2002 à Fribourg
lors de l'assemblée générale de l'Association pour l'Histoire de la Finance
(Suisse et Principauté de Liechtenstein)

Jean-Christian Lambelet

Jean-Christian Lambelet, né en 1938 à Lausanne, obtient une licence en sciences politiques, mention économie politique, à l'Université vaudoise en 1962 et un doctorat en science économique à Harvard en 1969 avec une thèse sur l'économie suisse. De 1969 à 1972, il travaille comme chargé de recherches au Centre d'études sur le Moyen-Orient de Harvard et comme professeur assistant en économie politique à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie. Depuis 1972, il enseigne l'économie à l'Université de Lausanne, d'abord comme professeur extraordinaire, puis comme professeur ordinaire depuis 1978. Ses enseignements comprennent ou ont compris la macroéconomie, la microéconomie, l'histoire économique, la statistique et l'économétrie ainsi que l'économie nationale (= suisse). De 1976 à 1998, il a aussi enseigné à l'Institut de hautes études internationales (HEI) à Genève. En 1974, il fonde l'Institut Créa qu'il dirige depuis lors. A trois reprises, il a travaillé pour l'OCDE à Paris comme consultant extérieur. Il a environ deux cents publications à son actif (beaucoup de ces textes sont disponibles sous:

<http://www.hec.unil.ch/jlambelet/docs.html#article>).

Ses trois livres les plus récents portent sur le marché immobilier (1991), sur l'économie suisse (1993) et sur la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale (1999).

Sommaire

1. Introduction	5
2. Les origines de la Deuxième Guerre mondiale: apports des sciences sociales	8
3. Un peu d'épistémologie: les «causes ultimes» des phénomènes historiques	16
4. Les «grammaires du chinois»	18
5. Conclusion	19
Résumé	20
Zusammenfassung	21
Abstract	22
Notes	23

1. Introduction

Voyons pour commencer la première de deux citations qui vont nous servir de points de repère:

«Il y a dépendance, et dépendance enrichissante, de l'historien vis-à-vis des sciences sociales» (F. Braudel, 1902–1985).¹

Pour Fernand Braudel et plus généralement pour l'Ecole des Annales, la chose est donc claire: chaque fois que cela est nécessaire, les historiens doivent faire appel aux outils des sciences sociales modernes, y compris aujourd'hui des outils relativement «pointus» comme, par exemple, la théorie des jeux ou l'économétrie. Bien entendu, cela n'est pas toujours nécessaire et certaines problématiques historiques peuvent être analysées en utilisant uniquement des mots et la logique ordinaire. S'il m'est permis de donner une illustration tirée de mon expérience récente: je viens de terminer² une monographie sur l'histoire du doctorat honoris causa que l'Université de Lausanne a décerné à Benito Mussolini en 1937. Grâce notamment à de nouvelles recherches dans les archives, je crois avoir trouvé la clef de l'affaire et pourrai bientôt publier³ une interprétation cohérente et largement complète de cette affaire. Or, pour mener cette recherche historique à terme, je n'ai eu besoin à aucun moment des outils que les sciences sociales modernes mettent à disposition des chercheurs. L'évaluation critique des sources, le sens de la chronologie, la logique ordinaire et donc les mots ont suffi.

Il arrive cependant fréquemment que les mots ne suffisent pas. S'il m'est à nouveau permis de donner, en toute modestie, une seconde – et dernière – illustration tirée de mon expérience récente, voici les outils techniques que j'ai dû emprunter à diverses sciences pour analyser la problématique historique de «La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme» telle que la Commission Bergier a voulu l'étudier⁴; soit dans un ordre quelconque:

- le calcul des probabilités classique, qui fait partie des mathématiques;
- le *signalling model*, repris de la théorie des jeux;

- la notion de «crédibilité» telle qu'on l'utilise dans l'analyse des politiques économiques;
- les tests de causalité dits de Granger, repris de l'économétrie moderne;
- la notion et le problème de «l'identification», également empruntés à l'économétrie;
- l'approche dite contrefactuelle, qui vient de l'histoire économique moderne;
- des notions reprises de la démographie, tels les facteurs *push* et *pull* dans l'étude des mouvements migratoires.

Ainsi, c'est le calcul des probabilités classique qui m'a permis *d'estimer* – mais non pas de mesurer directement – que le taux moyen d'admission a dû se situer vers 86% pour l'ensemble des candidats au refuge pendant la guerre et à plus de 90% pour ceux de religion israélite. Ces estimations ont été faites en utilisant uniquement des données figurant dans le rapport Bergier lui-même. Or, il se trouve que des recherches subséquentes dans les archives d'Etat genevoises ont donné exactement les mêmes taux moyens d'admission pour la région de Genève (où presque la moitié des admissions ont eu lieu), bien qu'une si parfaite concordance soit sans doute partiellement le résultat d'un accident heureux. On peut penser que si les historiens de la Commission Bergier avaient analysé les chiffres dont ils disposaient en utilisant quelques notions assez élémentaires de calcul des probabilités ou même, dans certains cas, en procédant à de simples divisions arithmétiques pour établir des pourcentages, leurs conclusions auraient peut-être été différentes. Il semble cependant qu'ils n'étaient pas armés pour le faire eux-mêmes, ce qui en soi n'est pas un crime, mais aurait pu et dû les inciter à demander à d'autres spécialistes, mieux armés qu'eux, de le faire à leur place. Le résultat a été celui que l'on connaît, à savoir un rapport dont la plupart des analyses et conclusions sont incompatibles avec des données qui y figurent pourtant explicitement, quoiqu'à l'état brut.

Cela m'amène à ma deuxième citation, due à Vilfredo Pareto (1848–1924). Il s'agit de paroles que ce dernier met dans la bouche de

l'un ou l'autre de ses «chers collègues» de l'époque – c'est donc un de ces collègues de Pareto qui parle:

«Je ne sais pas le chinois. Je ne sais même pas si cette langue comporte une grammaire. Qu'importe, j'écris une grammaire du chinois!»⁵

Plus loin, je donnerai quelques exemples de recherches historiques qui, à mon avis, sont autant de «grammaires du chinois» et cela parce qu'elles ont négligé de faire appel aux outils des sciences sociales. Auparavant, je préfère cependant me concentrer sur le côté positif de l'interaction entre recherche historique et sciences sociales. Plutôt que de le faire en termes généraux, je vais me pencher sur une séquence historique récente et particulièrement importante, à savoir les événements qui ont conduit à la Deuxième Guerre mondiale. Mon propos sera de montrer que sans les éclairages fournis par certaines sciences sociales, dont notamment l'économie politique, il n'est guère possible de bien comprendre l'enchaînement de ces événements.

Auparavant, je tiens à énoncer ce que l'anglais appelle *a disclaimer*: de formation, je suis un économiste, et non pas un historien et encore moins un historien spécialisé dans la dernière guerre. Par conséquent, je suis loin de connaître à fond la très volumineuse littérature historique sur les origines de cette guerre (mais y a-t-il quelqu'un qui la connaisse entièrement?) et il est possible que ce qui suit ne rende pas justice à toute cette littérature. Par ailleurs, sans être un historien pur, je donne depuis de nombreuses années le cours d'histoire économique à l'Ecole des HEC de l'Université de Lausanne.⁶ Enfin, mes travaux comprennent une série d'études et de publications historiques dont les premières remontent au début des années 1970.⁷ Ces précisions embarrassantes me paraissent nécessaires dans la mesure où un «argument» qui m'a souvent été opposé dans les récentes discussions sur les travaux de la Commission Bergier est que je ne suis pas historien de métier – ce qui dispense bien sûr de devoir s'exprimer sur le fond de mes critiques. Ce genre d'arguments ou prétendus tels me paraît assez représentatif d'un certain

cloisonnement corporatiste qui sévit souvent dans notre pays, mais non ou beaucoup moins aux USA, par exemple, où il est parfaitement admis que tout le monde peut faire de l'histoire, qu'on soit historien ou non – pourvu que ce soit de la bonne histoire. Et pendant que nous y sommes, j'aimerais encore signaler quelque chose d'autre qui m'est apparu très clairement – et aussi un peu douloureusement – au cours de ces récents débats avec certains historiens suisses; à savoir l'acrimonie qui a souvent marqué ces échanges, avec des attaques *ad personam*, des insinuations désobligeantes et autres manifestations discourtoises. Pour moi, cela a été quelque chose de nouveau. Les économistes sont des humains, eux aussi, et il peut arriver en Suisse ou ailleurs que des discussions entre économistes «dérapent», comme on dit, mais c'est cependant, je crois, beaucoup moins souvent le cas qu'en histoire, en tout cas en Suisse.

2. Les origines de la Deuxième Guerre mondiale:

· apports des sciences sociales

Dans un récent ouvrage, très intéressant bien qu'inégal à certains égards, Mark Mazower a qualifié l'Europe du XX^e siècle de *dark continent*.⁸ Et il est certes vrai qu'au moins la première moitié du siècle écoulé est un chapitre très sombre de l'histoire européenne, pour ne pas dire un chapitre absolument désolant. D'où l'importance de savoir ce qui peut expliquer l'évolution de notre continent dans cette période et, plus particulièrement, ce qui a conduit à la Deuxième Guerre mondiale, laquelle a fait au moins 50 millions de victimes et probablement plus.

Walther Hofer a écrit⁹ que si les origines de la guerre de 1914–1918 continuent aujourd'hui encore d'être controversées dans une certaine mesure, il ne peut y avoir aucun doute quant à qui est responsable du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale; à savoir l'Allemagne nazie et son chef. En termes contrefactuels: si la NSDAP et Hitler n'étaient pas arrivés (légalement) au pouvoir en 1933, il n'y aurait très vraisemblablement pas eu de Deuxième Guerre mondiale. On peut certes arguer que la situation en Extrême-Orient était quelque chose de différent et de largement indépendant de la situation en Europe, mais

même là on sait que le déclenchement et l'évolution de la guerre en Europe ont joué un rôle important dans la décision japonaise d'attaquer Pearl Harbor en décembre 1941.

Si l'on peut donc tenir pour avéré que c'est l'Allemagne nazie qui est à l'origine immédiate du conflit, cela soulève tout de suite une deuxième question: pourquoi l'Allemagne est-elle devenue nazie? J'imagine qu'il n'est pas nécessaire de souligner ici combien sont diverses et parfois contradictoires les interprétations qu'on peut lire à ce sujet. Certains historiens mettent l'accent sur des facteurs à long terme comme la nature de la société allemande de l'époque, l'absence d'une démocratie bien enracinée, la tradition militariste prussienne ou encore le poids politique de l'industrie lourde en général et de l'industrie des armements en particulier. D'autres privilégient des facteurs plus ponctuels comme le legs de la défaite de 1918, la personnalité d'Hitler ou la situation économique. Ce que je trouve frappant dans cette littérature historique est que si les diverses argumentations sont souvent exposées avec soin et peuvent donc paraître convaincantes de prime abord, il s'agit pratiquement toujours d'hypothèses qui sont certes étayées par des documents d'archive et d'autres éléments ainsi que par des raisonnements verbaux, mais aussi des hypothèses qui ne sont pour ainsi dire jamais testées rigoureusement, en particulier pas au moyen des méthodes statistiques modernes (quand il est possible de le faire, ce qui est souvent le cas).

Il existe pourtant au moins une étude qui a utilisé ces méthodes et dont je pense qu'elle est parfaitement concluante. Elle a pour auteurs Bruno S. Frey et Hannelore Weck de l'Université de Zurich. Elle a paru en 1981 dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik* sous le titre de «Hat Arbeitslosigkeit den Aufstieg des Nationalsozialismus bewirkt?». ¹⁰ Pour des raisons d'espace, il ne m'est pas possible de la décrire ici dans tous ses détails et je me limiterai à mentionner qu'elle fait appel à la méthode économétrique dite du *pooling*: les auteurs utilisent à la fois des données chronologiques (les quatre élections au Reichstag entre 1930 et 1933) et des données longitudinales ou transversales (les treize provinces de l'Allemagne de l'époque), pour un total de

52 observations. A noter qu'à l'époque la technique du *pooling* était encore dans son enfance: aujourd'hui, on dispose d'instruments plus «sophistiqués», mais ceux qui ont été utilisés alors suffisent largement.

Rappelons qu'aux élections de 1928 la NSDAP avait obtenu 2,6% des voix, avec 12 députés au Reichstag sur environ 600. Plus de 97% de l'électorat allemand ne voulait pas de Hitler! La question est dès lors celle de savoir ce qui peut expliquer la montée électorale subséquente des Nazis. Frey-Weck distinguent cinq facteurs systématiques ou potentiellement significatifs pouvant avoir eu une influence sur les scores électoraux des divers partis politiques sous la République de Weimar:

- le taux de chômage, comme indicateur général de la situation économique;
- le taux de participation;
- le pourcentage de Catholiques dans la population;
- le pourcentage de l'emploi dans l'agriculture;
- idem pour le nombre de travailleurs industriels (\cong le «prolétariat»).

L'analyse économétrique ou politométrique de Frey-Weck, qui fait appel au «modèle linéaire de probabilité», montre que tous ces facteurs ont joué un rôle hautement significatif dans la percée électorale du NSDAP, à l'exception du dernier qui est cependant significatif pour le parti communiste. Ensemble, ils arrivent à expliquer plus de 90% de la variation des scores électoraux des divers partis politiques en présence. D'un point de vue historique, le facteur de loin le plus important dans la montée électorale du parti nazi a été la forte progression du chômage dès 1928/29, avec l'arrivée de la Grande Crise. Il est aussi prouvé statistiquement que la principale source de résistance à Hitler a été le milieu et l'électorat catholiques. Les diverses équations du modèle de Frey-Weck permettent en outre de procéder à des simulations contrefactuelles. Comme on sait, la Grande Crise a commencé en Allemagne vers 1928 déjà, c'est-à-dire plus tôt qu'aux USA. Même ainsi, les simulations de Frey-Weck montrent que si la Crise ne s'était pas accentuée brutale-

ment dès 1930, la NSDAP aurait obtenu à peine 20% des voix au lieu d'arriver jusqu'à presque la moitié.¹¹

Des simulations de ce genre sont impossibles avec les méthodes traditionnelles de l'analyse historique et elles montrent bien que la fragile République de Weimar ne pouvait simplement pas survivre à un choc comme celui de la Grande Crise.¹² Bien sûr, cette dernière a été une condition nécessaire, mais non suffisante, pour l'arrivée de Hitler et des Nazis au pouvoir car d'autres facteurs encore ont joué en toile de fond, dont ceux qui ont été mentionnés plus haut (absence de tradition démocratique, legs de la Première Guerre mondiale et de la défaite de 1918, etc.). Certains de ces derniers figurent explicitement dans le modèle de Frey-Weck (la crise du monde paysan et le facteur catholique). D'autres facteurs peuvent être tenus pour constants dans la courte période considérée (1930–1933): le legs de la défaite de 1918, le militarisme prussien, le poids de l'industrie lourde. Dans un sens contrefactuel, la question est cependant tranchée de manière statistiquement décisive: sans la Grande Crise, jamais Hitler et les Nazis ne seraient arrivés légalement au pouvoir – et, très probablement, il n'y aurait donc pas eu de Deuxième Guerre mondiale.

En soi, cette conclusion n'est certes pas nouvelle, mais ce qui distingue l'étude de Frey-Weck, c'est qu'elle la prouve d'une manière que j'estime scientifiquement inattaquable – en anglais, on dirait: «That settles it!»¹³

Or, la chose curieuse autant que déplorable est que cette étude n'est jamais mentionnée dans la littérature historique, du moins pas à ma connaissance. Pourquoi? Sans doute parce que, outre qu'elle a été rédigée en allemand plutôt qu'en anglais, elle ne peut être comprise et appréciée à sa juste valeur que si l'on est formé aux méthodes statistiques et économétriques, ce qui n'est vraisemblablement le cas que d'une petite fraction des historiens, du moins en Europe. Cette étude montre donc à la fois la puissance des méthodes quantitatives appliquées à une question historique des plus importantes et la difficulté de communication entre historiens et spécialistes des autres sciences sociales.

A mon avis, il s'ensuit que la formation des historiens devrait obligatoirement comprendre une initiation aux méthodes statistiques et économétriques, à la modélisation, à l'analyse économique en général, à la théorie des jeux, à la science politique moderne (laquelle est devenue à certains égards aussi «pointue» que l'économie politique). Cette formation devrait être suffisamment poussée pour que les historiens aient au moins connaissance de l'existence de ces outils et méthodes, qu'ils puissent en apprécier la puissance et en évaluer les résultats et que, s'ils ne sont pas capables de les appliquer eux-mêmes, ils sachent quand il faut avoir recours à des spécialistes des autres sciences sociales. «That's a tall order!», dirait-on en anglais. Certes, mais c'est le prix à payer si, dans de nombreux domaines et pour de nombreuses problématiques historiques, l'on veut faire de la bonne histoire au lieu d'écrire des grammaires du chinois.

La réponse de Frey-Weck quant aux raisons de l'arrivée des Nazis au pouvoir soulève immédiatement une nouvelle question historique: pourquoi y a-t-il eu une Grande Crise dans les années 1930?

Sur cette question, les réponses que nous avons aujourd'hui ont été fournies non pas par des historiens, mais presque exclusivement par des économistes. Ces réponses sont arrivées relativement tard. En 1958–1962, quand j'ai fait mes premières études en économie à l'Université de Lausanne et que la question m'intéressait vivement, on ne trouvait rien de valable à ce sujet, dans la littérature économique ou historique comme dans les enseignements reçus. La littérature historique prenait généralement la Grande Crise comme une donnée ou alors l'expliquait de façon superficielle ou floue: par exemple, il y aurait eu une «crise de surproduction». Mais qu'est-ce que c'était, exactement, qu'une crise «de surproduction»? Pourquoi cette dernière s'est-elle déclenchée au moment où elle s'est déclenchée et, surtout, pourquoi a-t-elle été aussi profonde et aussi durable? A ces questions, il n'y avait pas de réponse dans la littérature historique. Du côté de la littérature économique et des enseignants de la discipline, on nous renvoyait le plus souvent à la *Théorie générale* de Keynes (1936). Cependant, l'analyse de

Keynes prenait, elle aussi, la dépression comme une situation préexistante et elle s'attachait surtout à expliquer ce qu'il fallait faire et ne pas faire pour s'en sortir (avoir recours à la politique budgétaire, mais non à la politique monétaire). Comme G. von Haberler l'a dit pertinemment en 1937 déjà¹⁴, le modèle de Keynes appartient en fait, contrairement au titre de son livre, à un genre particulier qu'on pourrait appeler «*depression economics*», et la crise elle-même y reste non expliquée, en termes généraux et moins encore en termes historiques.

C'est avec la publication, en 1963, de la monumentale *Monetary History of the United States* de Milton Friedman et Anna Schwartz qu'une explication détaillée, documentée et cohérente a été proposée pour la première fois, même si ce n'était que pour les USA. Cette explication reste largement valable aujourd'hui. Le «coupable», si l'on peut dire, était clairement identifié: la *Federal Reserve* et la politique monétaire proprement absurde, tantôt passive tantôt carrément contreproductive, qu'elle a suivie dès 1928/29 et tout particulièrement en 1930–1933. Au lieu de réagir comme on le ferait aujourd'hui en injectant suffisamment de liquidités supplémentaires dans l'économie, la *Fed* a laissé le système bancaire américain aller de crise en crise (environ 10 000 banques ont dû fermer leurs guichets entre 1930 et 1933, souvent non pas pour des raisons d'insolvabilité, mais pour des raisons d'illiquidité). Le résultat a été une incroyable contraction de la masse monétaire (d'environ un tiers en trois ans), une déflation aiguë (baisse du niveau moyen des prix d'environ un quart) et donc une contraction très sévère de l'activité économique: baisse du PIB réel d'environ un tiers et chômage passant de 4 à 24%.

D'où, une fois encore, une nouvelle question: pourquoi la politique de la *Federal Reserve* a-t-elle été aussi inepte? Friedman-Schwartz l'expliquent avant tout par la structure alors trop décentralisée de l'institut d'émission américain, par des tendances centrifuges en son sein (poids trop important des banques régionales) et par des dissensions personnelles qui, en l'absence d'un organe directeur fort, ont paralysé le processus interne de prise de décisions. Seule l'action

d'une personnalité forte, d'un leader naturel, pouvait faire fonctionner correctement le système tel qu'il existait alors. Jusqu'en 1928, il y avait eu une telle personnalité: Benjamin Strong, le – bien nommé – président de la *Federal Reserve Bank* de New York. Mais Strong est mort fort jeune, en 1928 (rétrospectivement au plus mauvais moment¹⁵), de la tuberculose et il ne s'est trouvé personne qui eût pu le remplacer.

Nous avons donc là un exemple du principe «petite cause, grands effets». Comme dans le cas d'une avalanche, un tout petit événement ou accident initial (le passage d'un skieur, par exemple) suffit pour déclencher une catastrophe générale. On est tenté de dire: à quoi, parfois, tient l'histoire du monde! Si Benjamin Strong n'avait pas contracté une maladie mortelle ou si on avait pu le guérir avec les moyens d'aujourd'hui, la *Federal Reserve* aurait presque certainement agi différemment; la Grande Crise n'aurait pas eu lieu aux Etats-Unis ou, plus vraisemblablement, elle se serait limitée à une courte récession ordinaire; le reste du monde n'aurait pas suivi les USA dans l'abîme économique; Hitler et le nazisme seraient restés un phénomène politique marginal et vite oublié; et la Deuxième Guerre mondiale n'aurait pas eu lieu.

L'analyse de Friedman-Schwartz reste largement valable aujourd'hui, on peut même dire qu'elle reste centrale. Des travaux subséquents sont venus la compléter en mettant en lumière le rôle d'autres facteurs dans cette tragédie d'abord économique, puis politique.

Deux de ces autres facteurs ont été internationaux: (1) La montée d'un protectionnisme virulent et contagieux (représailles et contre-représailles, guerres douanières et donc effondrement presque total du commerce international) dont l'origine se trouve aux USA: le – très agressivement protectionniste – *Smoot-Hawley Act* adopté en 1930, mais consécutivement à l'élection présidentielle de 1928. A noter un détail important: le Président Hoover n'a pas opposé son veto à cette loi, comme il aurait pu et dû le faire. Pourquoi? Parce qu'en bon calviniste, il voulait tenir ses promesses électorales.¹⁶ (2) Un régime de taux de change fixes et la constitution du «bloc or» (cf. l'ouvrage passionnant de

Barry Eichengreen, *Golden Fetters*, 1995) qui ont empêché les pays formant ce bloc, dont la France et la Suisse, de poursuivre une politique monétaire anti-déflationniste, à la différence de l'Angleterre qui avait dévalué avant tout le monde (en 1931). Ce dernier pays a donc été beaucoup moins touché par la dépression et de ce fait, il a été en meilleure posture que la France pour faire face à l'Allemagne en 1939/40. D'autres travaux, dont en premier lieu ceux de Ben Bernanke de Princeton, ont apporté de précieux éclairages supplémentaires, notamment dans le domaine financier et dans celui du marché du travail et des salaires.

Répetons que tous les auteurs et chercheurs qui viennent d'être mentionnés sont des économistes. Certains, comme Friedman-Schwartz ou Eichengreen, utilisent largement des mots et la logique ordinaire, tout en faisant évidemment plein usage des données chiffrées existantes. Ces travaux devraient donc être accessibles aux historiens ou à la plupart d'entre eux. Certaines autres recherches, comme celles de Bernanke, utilisent des méthodes plus poussées et difficilement compréhensibles si l'on n'est pas formé à l'économie politique moderne. D'autres travaux font aussi appel à des méthodes d'analyse formalisées (modèles mathématiques et économétriques), mais ont constitué – à mon avis – plutôt une régression. Je pense ici notamment à une série d'articles de Lucas-Rapping et de Darby qui ont tenté de présenter la Grande Crise comme un phénomène d'équilibre et comme le résultat de décisions volontaires de la part des agents économiques. En particulier, il n'y aurait ainsi pas eu de chômage involontaire, ce qui a provoqué un commentaire cinglant de la part de Modigliani: «Au fond, la Grande Crise a été due à un accès de paresse collective et contagieuse...» Il reste que, malgré ces quelques errements, nous disposons aujourd'hui, pour expliquer la Grande Crise, d'une série d'analyses rigoureuses, documentées, étayées empiriquement par des méthodes modernes, quasiment complètes et donc très largement convaincantes.

Ces analyses ont-elles réussi à pénétrer l'univers des historiens? A cet égard, je suis heureux de pouvoir signaler au moins un cas où cela se vérifie. Il s'agit d'un récent et remarquable ouvrage, *Freedom from Fear*¹⁷,

de l'historien américain David Kennedy. Celui-ci couvre l'histoire des Etats-Unis entre la fin de la Première Guerre mondiale et la fin de la Deuxième; il ne pouvait donc pas ne pas prendre en considération la scène économique américaine en général et la Grande Crise en particulier. Si l'économiste professionnel qui lit cet ouvrage peut certes s'interroger sur tel ou tel point d'analyse économique et regretter que telle ou telle contribution de la littérature économique générale ou de la littérature historico-économique n'ait pas été utilisée, il conclura cependant que l'essentiel y est et que, de façon générale, «c'est du travail solide». Dans ce cas, le mur qui sépare le monde des historiens de celui des économistes a donc pu être franchi avec succès.

Il y a d'autres ouvrages encore, dus à des historiens, qui ont réussi à franchir ce mur. Je pense, par exemple, au récent livre de Niall Ferguson de l'Université de Cambridge, *The Cash Nexus – Money and Power in the Modern World, 1700–2000*.¹⁸ Comme dans le cas de Kennedy, l'économiste qui lit cet ouvrage, lequel porte sur une problématique éminemment économique comme son titre l'indique, se rend rapidement compte que même si tout n'y est pas parfait, l'auteur sait de quoi il parle. Il y a cependant aussi un grand nombre de travaux historiques où le mur est resté non franchi, dont quelques exemples seront cités plus bas. Auparavant, élargissons un peu la discussion, laquelle va aussi devenir plus technique.¹⁹

3. Un peu d'épistémologie: les «causes ultimes» des phénomènes historiques

Ce qui précède illustre un point plus général, d'ordre épistémologique, voire philosophique. Admettons que l'univers des comportements humains et des interactions entre humains puisse être représenté par un ensemble d'équations différentielles (si le temps est considéré comme continu) ou d'équations aux différences finies (si le temps est considéré comme discret).^{20,21} Ces équations expriment les «lois» qui régissent l'économie, la politique et la société en général; ce sont les invariants dans le système.²² Bien entendu, ces lois sont plus ou moins bien connues et vérifiées; c'est l'affaire des spécialistes des sciences humaines de les iden-

tifier de manière toujours plus précise et fiable, du moins faut-il l'espérer. Cela étant, qu'est-ce qui fait évoluer les variables dans ce système d'équations ou, en d'autres termes, qu'est-ce qui explique *en dernier ressort* l'évolution de l'économie, de la politique et de la société en général?

Ce sont, premièrement, les conditions initiales: dans ce sens, cette évolution est nécessairement *path dependent*, bien que des conditions initiales données puissent avoir, selon le système considéré, une influence plus ou moins grande sur la suite des événements.²³ Le choix de la période initiale pour l'analyse – et donc le choix de certaines conditions initiales plutôt que d'autres – dépend de l'ampleur (*scope*) de l'analyse qu'on se propose de faire. Dans le cas des événements de 1930–1945 qui nous occupent ici, une perspective relativement large pourrait prendre 1918 comme point de départ; une perspective plus restreinte pourrait débiter en 1928 ou 1929.

Deuxièmement, les équations du système sont nécessairement stochastiques, c'est-à-dire qu'elles doivent comprendre des termes aléatoires²⁴: le hasard joue indubitablement un rôle dans l'évolution des sociétés humaines et donc dans leur histoire.²⁵ Cela signifie que les équations du système doivent inclure des termes d'erreur (qu'on appelle communément les *epsilon*), lesquels rendent compte de perturbations ou chocs exogènes tenant au hasard. C'est sans doute ce que Shakespeare avait à l'esprit quand il a défini l'histoire comme *a tale told by an idiot, full of sound and fury, signifying nothing*.²⁶ Evidemment, le barde est allé un peu trop loin: voir dans l'évolution des sociétés humaines du «bruit pur» est aussi peu raisonnable que de vouloir l'expliquer de manière entièrement déterministique, à la manière de Karl Marx par exemple.

Cela étant, la tâche des spécialistes des sciences humaines, dont les historiens, lorsqu'ils cherchent à analyser et expliquer une problématique spécifique quelconque, est premièrement, de concevoir, de formuler et (chose capitale) de tester un modèle – ou, comme on voudra, une théorie, une interprétation, un schéma explicatif – se fondant sur les lois qui, en l'occurrence, sont en jeu. Dans un deuxième temps consacré à la recherche des «causes ultimes», il conviendra d'identifier les condi-

tions initiales et les perturbations qui ont déterminé l'évolution, effective et dans le temps, des variables du modèle. Les conditions initiales, on l'a vu, peuvent avoir une influence plus ou moins grande sur la suite des événements. Dans le cas de la Grande Crise et de son rôle dans la montée du national-socialisme en Allemagne, ces conditions initiales sont, si l'on prend 1928 ou 1929 comme point de départ, la nature pré-existante de la société allemande et notamment la tradition militariste, la structure de la propriété foncière outre-Rhin, l'industrialisation poussée d'une partie du pays et donc l'existence d'un important prolétariat ouvrier, le legs de la défaite de 1918, celui de l'hyperinflation de 1922/23, etc. Au chapitre des perturbations ou chocs liés au hasard, on peut penser non seulement à la mort prématurée de Benjamin Strong, mais aussi, par exemple, à la personnalité de Hitler, son charisme et ses talents d'orateur. Bref, c'est lorsque les perturbations importantes auront été identifiées correctement, pour des conditions initiales données, qu'on aura atteint le stade des «causes ultimes» et que s'arrêtera le processus des questions qui appellent d'autres questions, qui appellent d'autres questions, etc.

4. Les «grammaires du chinois»

Dans cette catégorie, je mettrais certaines des récentes contributions de la Commission Bergier, en particulier celles sur les transactions or de la BNS et sur la politique suisse envers les réfugiés. Comme je crois l'avoir montré en détail²⁷, ces travaux de la Commission Bergier sont profondément insatisfaisants d'un point de vue scientifique, en particulier parce qu'il n'y a jamais été fait usage des outils des sciences sociales modernes. On n'y trouve ni modèle central ni exploitation de données chiffrées qui y figurent pourtant, ni tests d'hypothèses – en un mot: rien de scientifique. En lieu et place, on y lit des descriptions sélectives, des anecdotes et aussi force jugements moraux, implicites ou explicites, mais qui ne sont le plus souvent pas compatibles avec les faits. Le budget de la Commission Bergier s'est monté à 22 millions de francs et son output final est un ensemble de 28 ouvrages. Cela met le coût unitaire de ces

derniers à presque un million, à charge des contribuables. A mon avis, on ne peut donc parler que de gaspillage et conclure que l'entreprise a été un désastre, du moins dans sa plus grande partie.

4. Conclusion

Peut-on encore faire de l'histoire aujourd'hui sans recourir, en tout ou en partie, à l'arsenal des sciences sociales modernes? Pour quelques problématiques, cela reste certainement possible. Pour d'autres, la réponse est clairement négative. C'est indiscutablement le cas dès que l'économie fait partie de la problématique. Vu les grands progrès de la science politique moderne, il en va de même dès que la politique est en jeu. Enlevons tout ce qui est économique et tout ce qui est politique. Que reste-t-il pour la recherche historique traditionnelle ou conventionnelle? La portion congrue, est-on tenté de répondre. En outre, cette portion est destinée à se réduire toujours plus au fur et à mesure que les outils et instruments des sciences sociales se perfectionnent et s'étendent à toujours plus de domaines.

Il s'ensuit, me semble-t-il, que les aspirants historiens devraient obligatoirement recevoir une bonne formation en sciences sociales ou au moins dans l'une ou l'autre de ces sciences. Cela signifie qu'il ne devrait plus être possible d'obtenir une licence ou d'autres titres universitaires uniquement en histoire, mais que la formation en histoire devrait obligatoirement s'accompagner d'une initiation poussée à l'une ou l'autre au moins des sciences sociales modernes. Au plan matériel, cela serait possible sans trop de peine dans la mesure où, dans nos universités, les facultés ou départements d'histoire ont en général pour voisins des facultés ou départements d'économie et de science politique. Le véritable obstacle est psychologique. Tant que des jeunes choisiront l'histoire pour échapper au quantitatif et aux approches formalisées et tant qu'ils continueront de se bercer de clichés aussi populaires que stupides du genre «On ne peut pas réduire l'Homme en équations», le problème non seulement subsistera, mais deviendra toujours plus aigu; c'est-à-dire que le mur entre histoire et sciences sociales deviendra toujours plus haut.

Résumé

Est-il possible, aujourd'hui, de faire de la recherche historique sans utiliser les outils analytiques qui ont été développés dans diverses sciences sociales, dont notamment l'économie politique et la science politique modernes? Cet article cherche à montrer que cela reste faisable pour certaines problématiques et dans certains domaines, mais que le recours à ces outils est devenu indispensable dans un nombre croissant de cas importants. L'article illustre cette proposition en examinant l'enchaînement des événements qui ont conduit à la Deuxième Guerre mondiale. Ainsi, expliquer les raisons de la montée du national-socialisme en Allemagne et de son accession au pouvoir exige le recours à des méthodes statistiques (économétriques ou politométriques) permettant de tester rigoureusement les diverses hypothèses en présence. De même, la Grande Crise économique des années 1930, avec toutes les conséquences politiques qu'elle a entraînées, ne peut être élucidée qu'en utilisant les outils de l'analyse économique moderne. Comme la compréhension et, à plus forte raison, l'application de ces méthodes et outils demandent une formation relativement poussée, il est de moins en moins possible de faire de la recherche historique valable si l'on n'a pas une telle formation. Autrement, les résultats des investigations historiques risquent de ne pas être d'un niveau scientifique suffisant, comme la plus grande partie des récents travaux de la Commission Bergier le montre. Il s'ensuit que les aspirants historiens devraient obligatoirement recevoir aujourd'hui une bonne formation en sciences sociales ou au moins dans l'une ou l'autre de ces sciences. Matériellement, cela est tout à fait faisable, les obstacles étant plutôt d'ordre psychologique. L'article comprend également une discussion plus technique de la recherche des «causes ultimes» des phénomènes historiques.

Zusammenfassung

Ist es heute noch möglich, historische Forschung ohne Hilfe jener analytischen Methoden zu betreiben, wie sie von den modernen Sozialwissenschaften entwickelt wurden, vor allem von den nationalökonomischen und politischen Wissenschaften? Die vorliegende Studie will aufzeigen, dass dies in gewissen Bereichen zwar möglich ist, für eine wachsende Zahl von wichtigen Themen aber nicht ausreicht. Ein Beispiel ist die Abfolge der Ereignisse, die im Ausbruch des Zweiten Weltkriegs gipfelten. Die verschiedenen Hypothesen über den Aufstieg und die Machtergreifung des Nationalsozialismus in Deutschland können nur mit Hilfe statistischer (ökonometrischer und politometrischer) Methoden schlüssig überprüft werden. Auch die Weltwirtschaftskrise der dreissiger Jahre mit all ihren politischen Folgen kann nur unter Zuhilfenahme der modernen ökonomischen Analyse verstanden werden. Da die Beherrschung dieser Methoden deren Kenntnis voraussetzt, werden von seiten der Historiker vermehrt solche Studienmöglichkeiten nachgefragt. Wenn dieses Wissen nicht vorhanden ist, so entsprechen die Forschungsergebnisse nicht dem aktuellen wissenschaftlichen Stand, wie dies bei den Veröffentlichungen der Bergier-Kommission auf weiten Strecken der Fall ist. Daraus folgt, dass für die künftigen Historiker ein gründliches Studium der Sozialwissenschaften – oder zumindest einer ihrer Disziplinen – unumgänglich ist. Dem steht in der Praxis nichts entgegen; allfällige Hindernisse sind vorwiegend psychologischer Art. Der vorliegende Beitrag enthält auch eine – eher technische – Diskussion über die eigentlichen Ursachen historischer Phänomene.

Abstract

Is it possible today to carry out historical research without recourse to the analytical tools that have been developed in various social sciences, particularly in modern economics and political science? This article endeavors to show that it remains feasible in certain areas and for certain topics, but not for an increasing number of important issues. The series of events which led to World War II is used as an illustration. Thus, the various hypotheses which may explain the rise of the National Socialists and their seizure of power in Germany can only be tested rigorously by means of various statistical (econometric or politometric) methods. Similarly, the outbreak of the Great Depression in the 1930s, with all its political consequences, can only be understood with the help of modern economic analysis. Since the mastery of these tools demands appropriate training, historical researchers increasingly require such training. If they don't have it, research results will be academically substandard, as the bulk of the recent work by the Bergier Commission shows. It follows that today's aspiring historians need to undergo thorough training in the various social sciences or at least in one of them. This is perfectly possible in practical terms, and the only obstacles to doing so are psychological. The article also includes a more technical discussion about the search for the 'ultimate causes' of historical phenomena.

Notes

- 1 *Les ambitions de l'histoire*, édition établie par R. de Ayala et P. Braudel, Paris, Editions de Fallois, 1997, p. 48. Fernand Braudel ajoute que l'historien garde cependant «une place à part», ce qui va de soi.
- 2 En collaboration avec Olivier Robert, historien et archiviste au Service des archives du rectorat de l'Université de Lausanne.
- 3 Au printemps 2003, si tout va bien.
- 4 Cf. J.-Ch. Lambelet, *A Critical Evaluation of the Bergier Report on 'Switzerland and Refugees during the Nazi Era', With a New Analysis of the Issue*, Cahier de recherches économiques 01.02, janvier 2001, DEEP/HEC, Université de Lausanne, 76 pp. Ce texte est disponible sous : <http://www.hec.unil.ch/jlambelet/docs.html#article>.
- 5 Cf. G.H. Bousquet, *Pareto – L'homme et le savant*, Payot, 1960, p. 67. Il semble que le «cher collègue» visé par Pareto était le philosophe Maurice Millioud (1865–1925), professeur de sociologie et de philosophie à l'Université de Lausanne de 1900 à 1925.
- 6 Pour des raisons de rivalité entre facultés (tout ce qui est histoire appartient de droit aux Lettres), ce cours a cependant dû recevoir l'intitulé suivant: «Analyse économique de situations historiques».
- 7 La plupart se trouvent sur ma homepage – voir plus haut.
- 8 Mark Mazower, *Europe's Twentieth Century – Dark Continent*, 1998.
- 9 Dans *Die Entfesselung des Zweiten Weltkrieges*, 1984.
- 10 En traduction : «Le chômage a-t-il provoqué la montée du national-socialisme?»
- 11 Et plus de la moitié si l'on compte les petites formations politiques proches de la NSDAP.
- 12 Il est évident qu'avec environ 60% des électrices et électeurs allemands qui, en 1932–1933, s'étaient mis à voter pour des partis totalitaires opposés à la forme démocratique de l'Etat, la République de Weimar n'avait plus guère de chances de survie.
- 13 L'étude de Frey-Weck n'est cependant pas parfaite et elle peut être critiquée sur quelques points – voir ma homepage (dans la colonne de gauche, aller sous «Analyse économique de situations historiques – Cours annuel 2000–2001»; puis, ouvrir le document figurant sous «Cours du 5 décembre»). Ces critiques portent cependant toutes sur des points mineurs.
- 14 Dans *Prosperity and Depression*.
- 15 Si Strong était mort en 1924 ou 1925, un autre «leader naturel» aurait peut-être eu le temps d'émerger au sein de la *Fed*. S'il était mort en 1931 ou 1932, il aurait été à la tête de l'institution dans la période cruciale qui a vu une récession ordinaire se transformer en profonde dépression.
- 16 On a là un exemple du rôle, discuté plus loin, du hasard en histoire. Que se serait-il passé si Herbert Hoover avait été moins scrupuleux et politiquement plus habile et souple, comme tant d'autres présidents?
- 17 Oxford University Press, 1999.
- 18 Allen Lane, The Penguin Press, 2001.
- 19 La section 3 demande qu'on connaisse un peu les mathématiques ainsi que la littérature économique sur la notion de *path dependence*.

- 20 Voire des équations intégral-différentielles ou leur équivalent discret.
- 21 Pourquoi ce type d'équations? Parce qu'il s'agit de rendre compte de phénomènes qui sont essentiellement *dynamiques*. Voir le monde humain sous la forme d'une série d'équations différentielles ou aux différences finies est cependant quelque chose qui ne vient pas naturellement à beaucoup d'économistes. Pourquoi? Sans doute parce que la plus grande partie du corpus central en économie, c'est-à-dire la théorie micro-économique néo-classique, consiste en une série d'équations définissant un ou des équilibres statiques. Ces équations sont en fait les solutions d'équilibre statique de processus qui, dans le monde réel, sont essentiellement dynamiques. Dans les sciences de la matière, en physique par exemple, on procède généralement en sens inverse: d'abord, on formule et teste des équations différentielles ou aux différences finies; puis, on les intègre, c'est-à-dire qu'on en détermine la solution. Vu la grande complexité des phénomènes humains en général et économiques en particulier, il est sans doute compréhensible que leur formalisation se soit concentrée sur des équations d'équilibre statique que l'esprit arrive à se représenter plus aisément. A noter cependant que les analyses des économistes classiques antérieurs à l'école néo-classique, dont tout particulièrement Ricardo, étaient souvent explicitement (et magnifiquement) dynamiques.
- 22 Y a-t-il vraiment des invariants dans la sphère humaine? Il existe en tout cas un certain nombre de lois économiques qui se vérifient partout et toujours – ainsi, la loi générale de la demande (lorsque le prix d'un bien augmente, la demande pour ce bien diminue; cette loi se vérifie même dans le monde animal); ou encore la loi de Gresham («la mauvaise monnaie chasse la bonne»).
- 23 Pour une récente discussion de la notion de *path dependence*, en général et plus particulièrement en histoire, voir le très intéressant papier de S.J. Liebowitz (Université du Texas à Dallas) et Stephen E. Margolis (Université de Caroline du Nord), «Path Dependence, Lock-in, and History» qu'on peut trouver sous:
<http://www.utdallas.edu/~liebowit/paths.html>.
- 24 Sauf, bien sûr, s'il s'agit d'identités.
- 25 Comme évidemment dans celle des individus.
- 26 Dans *Macbeth* (1606). En réalité, c'est la vie en général que Shakespeare a définie ainsi, mais la transposition à l'histoire n'est guère une trahison.
- 27 Pour la politique envers les réfugiés, voir en particulier mon évaluation critique du rapport Bergier citée plus haut. Cette évaluation porte sur la première version de ce rapport, mais elle reste presque entièrement valable pour la version finale qui vient d'être publiée. Diverses autres contributions à ce sujet sont en préparation: une étude qui va paraître incessamment dans les *Actes* d'un colloque organisé par les Archives d'Etat de Genève et qu'on peut trouver sur ma homepage sous le titre *Refoulements et réfugiés en Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale – Critique des statistiques... et d'une ou deux autres choses*, ainsi qu'une autre étude intitulée *La Commission Bergier a-t-elle fait œuvre scientifique?* qui va paraître sous peu dans un volume de la série des Cahiers de la Renaissance vaudoise. Pour les transactions or de la BNS, voir le long chapitre 7 dans mon livre *Le mobbing d'un petit pays – Onze thèses sur la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Lausanne 1999.